

## INSTRUCTION

N° 10-007-K1 du 8 mars 2010

NOR : BCF Z 10 00025 J

### DÉLÉGATIONS DE GESTION DES CONSIGNATIONS DANS LE CADRE DE LA CRÉATION DES PÔLES DE GESTION DES CONSIGNATIONS

#### ANALYSE

Délégations de gestion des opérations de consignations signées par chaque trésorier-payeur général, directeur régional ou départemental des Finances publiques en qualité de délégant ou de délégataire dans le cadre de la création des pôles de Rouen, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Nancy, Poitiers, Lyon, Montpellier, Dijon.

Date d'application : 08/03/2010

#### MOTS-CLÉS

DÉLÉGATION DE GESTION ; CONSIGNATION ; PÔLE DE GESTION DES CONSIGNATIONS ;  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE ; CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| RGP | TPG | DOM | TGAP | TGE | RF | T | COM | DSF | DRFIP | DDFIP |  |  |
|-----|-----|-----|------|-----|----|---|-----|-----|-------|-------|--|--|
|     |     |     |      |     |    |   |     |     |       |       |  |  |

*DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES*

*Sous-direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales  
Bureau CL-1C*

## LISTE DES ANNEXES

|   |    |
|---|----|
| ANNEXE N° 1 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Mayenne<br>et la trésorerie générale de Loire-Atlantique.....  | 4  |
| ANNEXE N° 2 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Manche<br>et direction régionale des Finances publiques de Haute-Normandie .....   | 8  |
| ANNEXE N° 3 : Délégation de gestion entre la direction départementale des Finances publiques<br>des Landes, la trésorerie générale de Lot-et-Garonne et la trésorerie générale<br>de Gironde.....         | 11 |
| ANNEXE N° 4 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Lot et la trésorerie générale<br>de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne .....  | 15 |
| ANNEXE N° 5 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Haute-Marne<br>et la trésorerie générale de la Meurthe-et-Moselle .....  | 19 |
| ANNEXE N° 6 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de Corrèze<br>et la trésorerie générale de la Vienne .....   | 23 |
| ANNEXE N° 7 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Cantal, la trésorerie générale<br>de la Loire, la trésorerie générale de la Haute-Savoie, et la trésorerie générale<br>du Rhône ..... | 27 |
| ANNEXE N° 8 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de l'Aude, la trésorerie générale<br>de la Lozère et la direction régionale des Finances publiques<br>de Languedoc-Roussillon.....       | 31 |
| ANNEXE N° 9 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Jura, et la direction<br>régionale des Finances publiques de Bourgogne .....  | 35 |

Depuis juin 2009, la direction générale des Finances publiques et la Caisse des dépôts et consignations ont mis en œuvre, à l'échelon régional ou interrégional, le regroupement de la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

La présente instruction a pour objet de porter à votre connaissance le transfert, par voie de délégation de gestion, de la gestion des consignations des départements suivants :

- de la Mayenne à la trésorerie générale de Loire-Atlantique ;
- de la Manche à la direction régionale des Finances publiques de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime ;
- des Landes à la direction régionale des Finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;
- du Lot-et-Garonne à la direction régionale des Finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;
- du Lot à la direction régionale des Finances publiques de Midi-Pyrénées et du département de la Haute-Garonne ;
- de la Haute-Marne à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;
- de la Corrèze à la direction régionale de Poitou-Charentes et du département de la Vienne ;
- de la Loire à la direction régionale de Rhône-Alpes et du département du Rhône ;
- de la Haute-Savoie à la direction régionale de Rhône-Alpes et du département du Rhône ;
- du Cantal à la direction régionale de Rhône-Alpes et du département du Rhône ;
- de la Lozère à la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon et du département de l'Hérault ;
- de l'Aude à la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon et du département de l'Hérault ;
- du Jura à la direction régionale des Finances publiques de Bourgogne et du département de la Côte-d'Or.

LE CHEF DE SERVICE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

FRÉDÉRIC IANNUCCI

ANNEXE N° 1 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Mayenne  
et la trésorerie générale de Loire-Atlantique

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale de la Mayenne et la trésorerie générale**  
**de Loire-Atlantique et portant sur la gestion des consignations visées**  
**à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier**

Entre la trésorerie générale de la Mayenne, représentée par le trésorier-payeur général de la Mayenne, désigné sous le terme de « délégant » d'une part, et la trésorerie générale de Loire-Atlantique, représentée par le trésorier-payeur général de Loire-Atlantique, désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ce département, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département de la Mayenne, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur échéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département de la Mayenne et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur échéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques des Pays-de-la-Loire assure les opérations de gestion des consignations relevant du département de la Mayenne, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Fait à Nantes, le 4 décembre 2009

Le délégataire :

Le trésorier-payeur général de Loire-Atlantique, JEAN-LOUP BENETON

Le délégant :

Le trésorier-payeur général de la Mayenne,  
CHARLES-HENRI ROULLEAUX DUGAGE

ANNEXE N° 2 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Manche  
et direction régionale des Finances publiques de Haute-Normandie

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale de la Manche et direction régionale des Finances publiques**  
**de Haute-Normandie et portant sur la gestion des consignations**  
**visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier**

Entre la trésorerie générale de la Manche, représentée par le trésorier-payeur général de la Manche, désigné sous le terme de « délégrant » d'une part, et la direction régionale des Finances publiques de Haute-Normandie, représentée par le trésorier-payeur général de la Seine-Maritime, désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret du 14 décembre 2009 portant nomination et affectation d'administrateurs généraux des Finances publiques ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2009 portant création de directions régionales et départementales des Finances publiques ;

Vu la décision du 14 décembre 2009 fixant la date d'installation de directeurs régionaux et départementaux des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :



## ANNEXE N° 2 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ce département, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département de la Manche, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur échéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département de la Manche et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur échéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Haute-Normandie assure les opérations de gestion des consignations relevant du département de la Manche, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

Fait à Rouen, le 21 décembre 2009

Le délégataire :

Le directeur régional des Finances publiques de Haute-Normandie, MICHEL LE CLAINCHE

Le délégant :

Le trésorier-payeur général de la Manche, BERNARD ROUX

ANNEXE N° 3 : Délégation de gestion entre la direction départementale des Finances publiques des Landes, la trésorerie générale de Lot-et-Garonne et la trésorerie générale de Gironde

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la direction départementale des Finances publiques des Landes,**  
**la trésorerie générale de Lot-et-Garonne et la trésorerie générale de Gironde**  
**et portant sur la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17**  
**du Code monétaire et financier**

Entre la direction départementale des Finances publiques des Landes et la trésorerie générale de Lot-et-Garonne, représentées par la directrice départementale des Finances publiques des Landes, le trésorier-payeur général de Lot-et-Garonne, désignés sous le terme de « délégués » d'une part, et la trésorerie générale de la Gironde, représentée par le trésorier-payeur général de la région Aquitaine et du département de la Gironde désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2009 portant nomination et affectation d'administrateurs généraux des Finances publiques ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2009 portant création de directions régionales et départementales des Finances publiques ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juillet 2009 fixant la date d'installation de directeurs régionaux et départementaux des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 3 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>****Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, les délégants confient au délégataire, en leur nom et pour leur compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de leur département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ces départements, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2****Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par les délégants pour les départements des Landes et du Lot-et-Garonne, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant des départements des Landes et du Lot-et-Garonne et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

**Article 3****Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par les délégants et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse aux délégants une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 3 (suite)

**Article 4**  
**Obligations des délégants**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, les délégants assurent la promotion des consignations auprès des clientèles et répondent aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Ils transmettent les demandes de consignations formulées dans leur département, au délégataire chargé de les recevoir.

Les délégants signent un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre les délégants et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de l'Aquitaine assure les opérations de gestion des consignations relevant des départements des Landes et du Lot-et-Garonne, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 2009

Le délégataire :

Le trésorier-payeur général de la région Aquitaine et du département de la Gironde,  
JEAN-DENIS DE VOYER D'ARGENSON

Les délégants :

La directrice départementale des Finances publiques des Landes,  
MARIE-FRANÇOISE HAYE-GUILLAUD

Le trésorier-payeur général du Lot-et-Garonne,  
CLAUDE PELLERIN

ANNEXE N° 4 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Lot  
et la trésorerie générale de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale du Lot et la trésorerie générale de la région Midi-Pyrénées**  
**et de la Haute-Garonne portant sur la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17**  
**du Code monétaire et financier.**

Entre la trésorerie générale du Lot, représentée par le trésorier-payeur général du Lot, désigné sous le terme de « délégant » d'une part, et la trésorerie générale de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne, représentée par le trésorier-payeur général de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 4 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ces départements, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département du Lot, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur échéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département du Lot et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur échéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.



## ANNEXE N° 4 (suite)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Midi-Pyrénées assure les opérations de gestion des consignations relevant du département du Lot, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Fait à Toulouse, le 8 décembre 2009

Le délégataire :

Le directeur régional des Finances publiques de Midi-Pyrénées,  
HERVÉ LE FLOC'H-LOUBOUTIN

Le délégant :

Le trésorier-payeur général du Lot, FRANÇOIS LEONARD

ANNEXE N° 5 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de la Haute-Marne  
et la trésorerie générale de la Meurthe-et-Moselle

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale de la Haute-Marne et la trésorerie générale**  
**de la Meurthe-et-Moselle et portant sur la gestion des consignations**  
**visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier**

Entre la trésorerie générale de la Haute-Marne, représentée par le trésorier-payeur général de la Haute-Marne, désigné sous le terme de « délégant » d'une part, et la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, représentée par le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 5 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ce département, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département de la Haute-Marne, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département de la Haute-Marne et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 5 (suite)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction départementale des Finances publiques de Meurthe-et-Moselle assure les opérations de gestion des consignations relevant du département de Haute-Marne, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction régionale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

Fait à Nancy, le 30 novembre 2009

Le délégataire :

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,  
JEAN-MARIE ZIMMERMANN

Le délégant :

Le trésorier-payeur général de la Haute-Marne, PHILIPPE LERAY

ANNEXE N° 6 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de Corrèze  
et la trésorerie générale de la Vienne

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale de Corrèze et la trésorerie générale de la Vienne**  
**et portant sur la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17**  
**du Code monétaire et financier**

Entre la trésorerie générale de la Corrèze, représentée par le trésorier-payeur général de la Corrèze, désigné sous le terme de « délégant » d'une part, et la trésorerie générale de la Vienne, représentée par le trésorier-payeur général de la Vienne, désignée sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 6 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ce département, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département de la Corrèze, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur échéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département de la Corrèze et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur échéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.



## ANNEXE N° 6 (suite)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Poitou-Charentes assure les opérations de gestion des consignations relevant du département de la Corrèze, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Fait à Poitiers, le 27 novembre 2009

Le délégataire :

Le trésorier-payeur général de Poitou-Charentes, ROBERT MONNIAUX

Le délégant :

Le trésorier-payeur général de la Corrèze, CHRISTIAN DE BOISDEFFRE

ANNEXE N° 7 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Cantal, la trésorerie générale de la Loire, la trésorerie générale de la Haute-Savoie, et la trésorerie générale du Rhône

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale du Cantal, la trésorerie générale de la Loire,**  
**la trésorerie générale de la Haute-Savoie, et la trésorerie générale du Rhône**  
**et portant sur la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17**  
**du Code monétaire et financier**

Entre les trésoreries générales du Cantal, de la Loire, de la Haute-Savoie, représentées par le trésorier-payeur général du Cantal, le trésorier-payeur général de la Loire, le trésorier-payeur général de la Haute-Savoie, désignés sous le terme de « délégués » d'une part, et la trésorerie générale du Rhône, représentée par le trésorier-payeur général du Rhône désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 7 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, les délégants confient au délégataire, en leur nom et pour leur compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de leur département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ces départements, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par les délégants pour les départements du Cantal, de la Loire, et de la Haute-Savoie, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant des départements du Cantal, de la Loire, et de la Haute-Savoie, et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par les délégants et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse aux délégants une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 7 (suite)

**Article 4**  
**Obligations des délégants**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, les délégants assurent la promotion des consignations auprès des clientèles et répondent aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Ils transmettent les demandes de consignations formulées dans leur département, au délégataire chargé de les recevoir.

Les délégants signent un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre les délégants et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Rhône-Alpes assure les opérations de gestion des consignations relevant des départements du Cantal, de la Loire, et de la Haute-Savoie, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

Fait à Lyon, le 7 décembre 2009

Le délégataire :

Le trésorier-payeur général du Rhône, PAUL-HENRY WATINE

Les délégants :

Le trésorier-payeur général du Cantal, JEAN-LUC DUMAY

Le trésorier-payeur général de la Loire, JEAN-LOUIS JOURNET

Le trésorier-payeur général de la Haute-Savoie, LAURENT DE JEKHOWSKY

ANNEXE N° 8 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale de l'Aude, la trésorerie générale de la Lozère et la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale de l'Aude, la trésorerie générale de la Lozère**  
**et la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon**  
**et portant sur la gestion des consignations visées à l'article L. 518-17**  
**du Code monétaire et financier**

Entre les trésoreries générales de l'Aude et de la Lozère, représentées par le gérant intérimaire de la trésorerie générale de l'Aude, le trésorier-payeur général de la Lozère, désignés sous le terme de « délégués » d'une part, et la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon, représentée par la directrice régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon désignée sous le terme de « déléguée » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2009 portant nomination et affectation d'administrateurs généraux des Finances publiques ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2009 portant création de directions régionales et départementales des Finances publiques ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juillet 2009 fixant la date d'installation de directeurs régionaux et départementaux des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 8 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, les délégants confient au délégataire, en leur nom et pour leur compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de leur département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ces départements, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par les délégants pour les départements de l'Aude et de la Lozère, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant des départements de l'Aude et de la Lozère et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur déchéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par les délégants et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse aux délégants une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.



## ANNEXE N° 8 (suite)

**Article 4**  
**Obligations des délégants**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, les délégants assurent la promotion des consignations auprès des clientèles et répondent aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Ils transmettent les demandes de consignations formulées dans leur département, au délégataire chargé de les recevoir.

Les délégants signent un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre les délégants et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Languedoc-Roussillon assure les opérations de gestion des consignations relevant des départements de la Lozère et de l'Aude, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

ANNEXE N° 8 (suite et fin)

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

Fait à Montpellier, le 16 décembre 2009

Le délégataire :

La directrice régionale  
des Finances publiques de Languedoc-Roussillon, NADINE CHAUVIERE

Les délégants :

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de l'Aude, PATRICK PETIT

Le trésorier-payeur général de la Lozère, HENRI RODIER

ANNEXE N° 9 : Délégation de gestion entre la trésorerie générale du Jura,  
et la direction régionale des Finances publiques de Bourgogne

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère du budget, des Comptes publics, de la  
Fonction publique et de la Réforme de l'État

**DÉLÉGATION DE GESTION**  
**entre la trésorerie générale du Jura, et la direction régionale des Finances publiques**  
**de Bourgogne et portant sur la gestion des consignations**  
**visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier**

Entre la trésorerie générale du Jura, représentée par le trésorier-payeur général du Jura, désigné sous le terme de « délégant » d'une part, et la direction régionale des Finances publiques de Bourgogne, représentée par la directrice régionale des Finances publiques désignée sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 518-14, L. 518-17 et R. 518-24 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2009 portant nomination et affectation d'administrateurs généraux des Finances publiques ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2009 portant création de directions régionales et départementales des Finances publiques ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juillet 2009 fixant la date d'installation de directeurs régionaux et départementaux des Finances publiques ;

Il a été convenu ce qui suit :

## ANNEXE N° 9 (suite)

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet de la délégation**

Par le présent document, établi en application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la gestion des consignations relevant de son département, visées à l'article L. 518-17 du Code monétaire et financier.

En sa qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, le délégataire est chargé de recevoir, pour ce département, les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

**Article 2**  
**Prestations confiées au délégataire**

À compter de la date de signature d'un procès-verbal matérialisant, dans le système d'information de la Caisse des dépôts, la reprise dans ses livres des opérations comptables afférentes aux consignations enregistrées par le délégant pour le département du Jura, le délégataire effectue tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de déconsignation et le traitement de leur échéance.

À compter de cette même date, le délégataire reçoit les consignations relevant du département du Jura et effectue, à ce titre, tout acte afférent à la gestion de ces consignations, notamment les opérations de consignation et de déconsignation et le traitement de leur échéance.

**Article 3**  
**Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Les missions du délégataire sont assurées selon les instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

Le délégataire se fait remettre par le délégant et archive les dossiers afférents aux consignations visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, selon les instructions et procédures définies à cet effet par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques. Le délégataire contresigne, à cet effet, le procès-verbal matérialisant ce transfert, visé à l'article 4. Il archive, dans les mêmes conditions, les dossiers afférents aux consignations visées au second alinéa de l'article 2 ci-dessus.

Le délégataire rend compte de sa gestion et adresse au délégant une fois par an une situation portant sur les opérations effectuées, selon les modalités prévues par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

## ANNEXE N° 9 (suite)

**Article 4**  
**Obligations du délégant**

Avec l'appui du responsable interrégional des consignations de la Caisse des dépôts et consignations, le délégant assure la promotion des consignations auprès des clientèles et répond aux demandes d'information générale portant sur les consignations.

Il transmet les demandes de consignations formulées dans son département, au délégataire chargé de les recevoir.

Le délégant signe un procès-verbal précisant les modalités d'archivage des dossiers, en fonction des sites retenus, conformément aux instructions et procédures définies par la Caisse des dépôts et consignations et la direction générale des Finances publiques.

**Article 5**  
**Exécution financière de la délégation**

La délégation de gestion s'effectue à titre gratuit.

Les conditions du transfert, entre le délégant et le délégataire, des dotations budgétaires couvrant les charges de fonctionnement et de personnel sont définies par la direction générale des Finances publiques.

**Article 6**  
**Durée de la délégation de gestion**

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées et prend fin, à compter de la publication d'un arrêté du ministre du budget disposant que la direction régionale des Finances publiques de Bourgogne assure les opérations de gestion des consignations relevant du département du Jura, pris en application d'un décret modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques et prévoyant, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 février 1992 susvisée, la possibilité pour une direction départementale ou régionale des Finances publiques, d'assurer la gestion des consignations relevant de plusieurs départements.

**Article 7**  
**Publication**

La présente délégation sera publiée au bulletin officiel de la Comptabilité publique.

ANNEXE N° 9 (suite et fin)

Fait à Dijon, le 4 décembre 2009

Le délégataire :

La directrice régionale des Finances publiques de Bourgogne, GISELE RECOR

Le délégant :

Le trésorier-payeur général du Jura, BERNARD CRESSOT